le stéphanois

253 11 OCTOBRE - 8 NOVEMBRE 2018

900 apprentis au Technopôle p. 4 et 5

L'espace Lanfry ouvre ses portes au Technopôle. Le CFA du bâtiment mise sur les nouvelles technologies pour aborder la transition énergétique.

Sortie de rails p. 9

Le collectif SOS Gares se mobilise à Saint-Étienne-du-Rouvray pour dénoncer des investissements insuffisants et défendre le service public du rail.

Les derniers de cordée... p. 10 à 13

Les pauvres souffrent de privations mais aussi des représentations politiques qui voudraient faire croire qu'il suffirait de « traverser la rue » pour se sortir d'affaire...

Un trésor stéphanois

Les bijoux créés par Elsa Triolet pour la haute couture seront exposés au Rive Gauche du 13 octobre au 16 décembre. Comment ce trésor est-il devenu stéphanois... p. 18 et 19

SPORT

Voyage(s) en Chine

L'Association culturelle et sportive euro-chinoise (Acsec) organise le 4^e festival des arts martiaux chinois qui se déroulera du 26 au 31 octobre entre Rouen et Saint-Étienne-du-Rouvray. Au programme, cinq journées de stage pour s'initier ou se perfectionner en qigong, taiji, kung-fu ou sanda au sein du gymnase de l'Insa. Sans mouiller la chemise, le grand public pourra également profiter du spectacle durant la nuit des arts martiaux qui se déroulera le 27 octobre dès 20 heures au Kindarena.

INFORMATIONS ET INSCRIPTIONS Inscriptions aux stages, tous niveaux, avant le 20 octobre. Site : stagekungfutaijiqigong.fr. Tél. : 06 50 33 15 75, 06 88 21 06 27 ou par mail : info@stagekungfutaijiqigong.fr

PHOTO : J.-P. S.

PHOTO : J.L.

COURSE

À grands trails

Dimanche 18 novembre, le Running club stéphanois ouvrira la voie aux participants de l'édition 2018 du Trail du Rouvray qui devront se surpasser sur les chemins de la forêt du Rouvray et du Madrillet. Trois parcours au programme, trois courses accessibles à tous les publics, licenciés ou pas, résolu à l'emporter sur deux trails de 11 et 30 km et une marche nordique de 11 km. Les départs successifs seront donnés entre 9 heures et 9 h 35 à partir du gymnase de l'Insa, 160 avenue de Galilée.

INFORMATIONS ET INSCRIPTIONS Trail-du-rouvray.blogspot.com. L'épreuve est limitée à 800 participants. Aucune inscription ne sera prise le jour de la course. Tél. : 06 71 95 96 59.

PHOTO : D.R.

SPECTACLE

La Grande Guerre en tout petit

Comment se souvenir de la Grande Guerre ? Comment partager les émotions de ceux qui ont connu l'horreur ? Comment dire l'indicible ? Les membres du collectif Hotel Modern ont choisi de plonger le spectateur au cœur de la mêlée tout en le préservant d'un réalisme trop agressif. À l'aide d'une petite caméra, les artistes, acteurs, plasticiens, bruiteurs mettent en scène en direct des figurines pas plus grandes que la main, plongées dans un décor où une cuillerée de sable suggère la boue des tranchées. Une métaphore poétique qui rend compte avec intensité du quotidien de Prosper, un poilu égaré au milieu des combats.

INFOS *La Grande Guerre*, jeudi 8 et vendredi 9 novembre à 20 h 30 au Rive Gauche. Dès 12 ans. Durée 1 h 05. Tél. : 02 32 91 94 94.

FÊTE DU SUD

Le Sud en forme de citrouille

La désormais traditionnelle fête du Sud organisée conjointement par la Ville et l'Association du centre social de La Houssière (ACSH) prendra cette année des couleurs horribles ! C'est sous le thème d'Halloween que petits et grands se retrouveront à la bibliothèque municipale Louis-Aragon pour un après-midi... à la citrouille.

FÊTE DU SUD Bibliothèque Louis-Aragon, mercredi 31 octobre, à partir de 13 heures. Renseignements et réservation à l'ACSH ou au 02 32 91 02 33.

PHOTO: J.-P. S.

À MON AVIS

La culture pour toutes et tous

Dans quelques jours débutera l'exposition exceptionnelle des bijoux réalisés par Elsa Triolet. Cet événement gratuit et unique marque l'engagement de notre ville pour l'accès à la culture pour toutes et tous et je vous invite à venir (re)découvrir ce trésor communal au Rive Gauche.

La municipalité stéphanaise, depuis soixante ans, a toujours agi pour le développement des politiques publiques de soutien à l'art et la culture. Ceci s'est traduit, sur notre ville, par la construction d'équipements culturels de qualité et sur tout le territoire communal. L'offre culturelle est variée et permet de découvrir ou bien de pratiquer un grand nombre d'activités artistiques.

Développer le partage du sensible et de l'imaginaire au même titre que celui des savoirs et de la connaissance permet le fondement d'une culture commune qui est indispensable au vivre ensemble.

Joachim Moyse

Maire, conseiller régional

PHOTO: J.L.

RENCONTRES ÉLUS-HABITANTS

Parlons-nous : deuxième !

Le maire Joachim Moyse, le député Hubert Wulfranc et la conseillère départementale Séverine Botte avaient donné rendez-vous aux habitants de la Cité des familles vendredi 21 septembre, place des Camélias, pour la deuxième édition de Parlons-nous ! Les habitants ont pu ainsi échanger avec les élus et évoquer de nombreuses questions propres au quartier, à la Ville et au-delà.

Directeur de la publication :
Jérôme Gosselin.

Directrice de l'information et de la communication :
Sandrine Gossent.

Réalisation : service municipal d'information et de communication. Tél. : 02 32 95 83 83 - serviceinformation@ser76.com / CS 80458 - 76 806 Saint-Étienne-du-Rouvray Cedex.

Conception graphique : L'ATELIER de communication.

Mise en page : Aurélie Mailly.

Secrétariat de rédaction : Céline Lapert.

Photographes : Éric Bénard (E. B.), Jean-Pierre Sageot (J.-P.S.), Jérôme Lallier (J. L.), Loïc Seron (L. S.)

Distribution : Benjamin Dutheil. **Tirage :** 15 000 exemplaires. **Imprimerie :** IROPA 02 32 81 30 60.

TECHNOPÔLE DU MADRILLET

Le bâtiment établit ses fondations

Après un an et demi de travaux, l'espace Lanfry a accueilli ses premiers étudiants à la rentrée 2018 sur le site du technopôle du Madrillet. Un outil pédagogique et technique au service de la filière du bâtiment.

Les coulisses de l'info

En janvier 2018, la Métropole Rouen Normandie et la Région Normandie avaient affiché leur objectif de faire du campus du Madrillet un « phare » des sciences et de l'ingénierie. Que reste-t-il de ces ambitions neuf mois plus tard, alors que le CFA Lanfry vient d'ouvrir ses portes sur le technopôle ?

« **D**u CAP au niveau ingénieur, tous les corps d'état du bâtiment et tous les niveaux de qualification sont représentés, explique Richard Prades, directeur du CFA Lanfry. Maçonnerie, bois, couverture, zinguerie, finition... Nous encadrons aussi des métiers techniques dans le champ de l'électricité, de la plomberie, du chauffage et jusqu'à des responsables de chantier. » Fort de cette diversité de cette formation, le CFA Lanfry affiche son ambition de s'ouvrir à des partenariats avec ses voisins proches.

« Des apprenants comme les autres »

« Depuis cinq ans, nous partageons déjà une filière d'apprentissage avec l'Insa. C'est un apport d'expérience pour eux comme pour nous. Dans le même temps, nous souhaitons nous ouvrir aux lycéens de Le Corbusier pour qu'ils aient accès notamment à notre matériauthèque [lire appui] », insiste Richard Prades. De son côté, Frédéric Bérard, secrétaire général de la confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment

de Seine-Maritime (Capeb 76), membre du conseil d'administration du CFA Lanfry, estime que « cette installation basée à Saint-Étienne-du-Rouvray donne à juste titre aux apprentis le sentiment d'être des apprenants comme les autres grâce à cette proximité avec les écoles d'ingénieurs et l'université ». Une manière de valoriser l'apprentissage et la filière du bâtiment qui manque encore de main-d'œuvre. Mais d'autres défis restent à relever.

Révolution énergétique

À l'horizon 2019, la réforme de l'apprentissage prévoit d'écarter les Régions et l'État au profit d'une administration pilotée en majorité par le monde professionnel. Avec cette bascule, « les établissements de formation se retrouveront dans une situation d'extrême concurrence », insiste Frédéric Bérard. Une menace qui implique de mettre en œuvre des outils innovants pour former les apprenants en alternance ou en formation continue. Au CFA Lanfry, la pédagogie intègre d'ores et déjà les nouvelles technologies avec notamment des simulateurs de

En Seine-maritime, la filière du bâtiment compte 5 500 entreprises artisanales. 30 % d'entre elles cherchent à engager des jeunes avec des compétences de plus en plus fines en termes de transition énergétique. Le CFA Lanfry contribue à former cette nouvelle génération de bâtisseurs.

PHOTO: J.L.

réalité virtuelle ou des maquettes numériques. « *Le geste n'est pas mis de côté mais nous devons intégrer une transition qui est moins numérique qu'énergétique*, précise Richard Prades. *Nous sommes sortis d'une obligation de moyens à une obligation de résultats.* » D'une génération à l'autre, le maître d'apprentissage et l'apprenti sont amenés à partager davantage leurs connaissances. « *Les jeunes sont sensibilisés à la question environnementale, au traitement*

des déchets par exemple. Ça a fait évoluer les chantiers dans le bon sens, grâce aux apprentis, reconnaît Frédéric Bérard. *Dans un autre registre, les entreprises pourront accéder au label Silver Pass [travaux d'accessibilité et d'aménagement pour les personnes à mobilité réduite – NDLR] en engageant les apprentis qui ont été formés à cette compétence.* » Preuve que le transfert de savoirs ne fonctionne plus dans un seul sens. ■

TOUCHER, VOIR, SENTIR... L'esprit et la matière

Le CFA Lanfry héberge une matériauthèque, conçue comme un « *espace de travail, de découverte et d'inspiration destiné aux fournisseurs, aux apprentis, aux entreprises ou encore aux architectes* », explique Richard Prades. Concrètement, ce lieu collaboratif s'articule autour de quatre espaces.

Un espace ressource qui comprend des documents techniques en format papier ou informatique ; un espace de conférence ouvert à tous les acteurs de la construction ; un espace d'exposition « *où les matériaux seront abordés par thématiques* » ; un espace de mise en œuvre du matériau « *pour éprouver l'ouvrage et vérifier qu'on a atteint la performance* ».

CESI Quelle vision de l'avenir ?

L'école d'ingénieurs Cesi emménagera à Saint-Étienne-du-Rouvray sur le site du Madrillet en octobre 2019. L'annonce a été confirmée le 21 septembre dernier par Christine Dispa, la directrice régionale du Cesi Nord-Ouest à l'occasion de la pose de la première pierre des nouveaux locaux de l'école destinée à accueillir jusqu'à 1 700 étudiants, apprentis et alternants. L'enjeu pour le Cesi est de préparer les jeunes générations aux métiers de demain en particulier dans le champ de la performance industrielle, du bâtiment et de l'exploitation et l'analyse des données. Tandis que, lors de la présentation des infrastructures et du projet d'établissement, il a beaucoup été question de « d'usine et de vitrine du futur », de « co-working » et de « start-up », le maire Joachim Moysse a tenu à insister sur les enjeux de l'arrivée d'un tel équipement à Saint-Étienne-du-Rouvray. Tout en saluant un projet qui s'inscrit « *dans la cohérence du technopôle construit sur un triptyque en équilibre entre les labos de recherche, les entreprises et les établissements de formation* », Joachim Moysse a souhaité que l'attractivité d'un établissement comme le Cesi puisse contribuer « *à l'amélioration concrète des conditions de vie des habitants du territoire et au développement de l'emploi local* ».

PHOTO: J.L.

SANTÉ MENTALE

Une belle journée à l'UMD

C'est sous un soleil apollinien que les premières olympiades de l'Unité pour malades difficiles (UMD)

du centre hospitalier du Rouvray se sont déroulées, lundi 24 septembre. Une parenthèse dans le quotidien de la quarantaine de patients « habitués à des journées très rythmées, très organisées », explique Maud Legendre, la cadre supérieure de santé de l'UMD Érasme.

Hospitalisés sous contrainte en raison du danger qu'ils présentent pour autrui, « les patients ont pu faire la fête », indique le professeur Olivier Guillin, le « patron » de l'UMD. *Côté santé, le sport est intéressant car il diminue les effets délétères des médicaments*. Les moyens dont bénéficient les UMD semblent faire exception dans un système psychiatrique « qui craque de toutes parts et engendre de la souffrance pour les malades, leurs proches et les équipes médicales », pointait le professeur Pierre-Michel Llorca sur l'antenne de France Culture, mardi 25 septembre. « En UMD, on est en soins intensifs, on ne manque pas de personnels », reconnaît la cadre de santé. À l'issue des olympiades, chaque patient s'est vu remettre une médaille par Valérie Fourneyron, ancienne ministre des Sports (photo). Le comité départemental d'athlétisme et le comité départemental olympique et sportif étaient partenaires de cette manifestation.

Mardi 18 septembre, les quarante-deux logements locatifs sociaux étaient intégralement attribués par le Foyer stéphanois au sein de ses deux immeubles.

QUARTIER MARC-SEGUIN

État des lieux

L'atelier urbain citoyen du quartier Marc-Seguin s'est réuni mardi 18 septembre à l'espace Georges-Déziré pour un état des lieux des créations de logements réalisés et à venir.

DÈS LE DÉBUT OCTOBRE, LES PREMIERS LOCATAIRES ONT EMMÉNAGÉ AU SEIN DES DEUX COLLECTIFS conçus et réalisés par le Foyer stéphanois, en plein cœur de la parcelle limitée par la rue de Paris et la rue Marc-Seguin. « Une belle réussite architecturale qui s'intègre bien dans le paysage », ont noté les membres de l'atelier urbain citoyen. Au-delà de cette satisfaction partagée par le maire Joachim Moysse, l'enjeu de cet atelier urbain citoyen était d'appréhender les projets à venir sur les deux parcelles encore inoccupées.

Le long de la rue de Paris, sur la première maille, aussitôt après la défection de Nacarat en juillet 2017, la Ville s'est mise en quête d'un nouveau promoteur. Recherche fructueuse puisqu'un programme de vingt-deux logements répartis entre douze appartements en collectif et dix maisons individuelles pourrait effectivement voir le jour à l'horizon 2021. En amont, l'Établissement public foncier de Normandie (EPFN) est d'ores et déjà en charge de traiter une poche de pollution très circonscrite sur

ce même terrain. « Il s'agit d'hydrocarbures issus d'une cuve de fuel et d'une zone de stockage d'huiles usées », a précisé Déborah Lefrançois, directrice du service urbanisme de la Ville. Le traitement implique plusieurs étapes et notamment une excavation des terres polluées, un remblaiement par des terres saines et une remise en état complète. « Les opérations débuteront à la mi-octobre et la zone devrait être dépolluée pour la fin novembre », a indiqué Déborah Lefrançois.

Un nouvel opérateur

Dans une même dynamique, la Ville envisage toutes les solutions pour occuper le terrain à proximité de la voie de chemin de fer. Un espace qui tend à souffrir d'un manque d'attractivité du fait de sa localisation. « Nous envisageons prochainement de réaliser un merlon très végétalisé qui fonctionnera comme un écran visuel », a expliqué Déborah Lefrançois. Pour l'heure, plusieurs hypothèses sont sur la table soit avec des collectifs, soit avec des maisons individuelles. La réflexion demeure ouverte jusqu'à nouvel ordre. ■

« Un territoire de réparation »

Depuis dix ans, l'Aspic anime l'école des adultes dédiée à l'accompagnement des migrants. Un anniversaire célébré sur fond de restrictions budgétaires et de montée de la xénophobie.

L'école des adultes de l'Aspic a fêté ses dix ans le 18 septembre à la salle festive.

PHOTO: J.-P.S.

Mardi 18 septembre, l'école des adultes de l'Association stéphanaise de prévention individuelle et collective (Aspic) fêtait ses dix ans d'existence, à la salle festive. Définie par sa présidente, Élise Lemercier, comme « un espace de la médiation interculturelle destiné à créer des passerelles entre les migrants et l'institution publique, un lieu où l'on apprend le français mais pas seulement », l'école des adultes (EDA) permet également « de recueillir le point de vue du migrant sur notre société et de le porter à la connaissance des institutions pour faire évoluer leurs pratiques ». Loin donc de n'être qu'une « machine à traduire », l'EDA permet aux primo-arrivants d'être les acteurs de leur parcours,

comme l'a rappelé la psychosociologue Ndiaya Ndoye, venue du Sénégal souffler les dix bougies de ce pilier stéphanaise de l'intégration. « La médiation interculturelle est importante car les codes changent d'une culture à l'autre. Au Sénégal, par exemple, un enfant qui regarde un adulte dans les yeux est considéré comme insolent alors qu'en France, on le dispute s'il ne le fait pas. Une fois expliquées, ces différences lèvent bien des malentendus. »

« Rester à la lutte »

De nombreux malentendus persistent toutefois à brouiller les questions migratoires. Et si certains relèvent d'une banale incompréhension, d'autres font quant à eux peser « un risque sérieux » sur notre démocratie,

comme l'a déploré Geneviève Jacques, présidente de la Cimade* de 2013 à 2018, venue elle aussi à la salle festive : « L'immigration est devenue un problème partout en Europe et c'est injuste. C'est injuste et inacceptable parce que les questions migratoires sont à l'origine de notre humanité commune, parce que sur les millions de personnes actuellement déracinées, 80 % sont restées soit dans leur pays, soit sont allées dans un pays voisin. Ces hommes et femmes n'arrivent pas comme des mendiants mais avec tout ce qu'ils ont appris de leur propre pays et de leur propre passé. »

Et quand la menace ne vient pas de l'extrême droite, elle est liée à la raréfaction des moyens, explique le maire Joachim Moysse : « On nous dit que l'action de l'école des adultes est utile. Alors qu'on lui donne des moyens ! En accompagnant les associations en préfecture au moment de la suppression des emplois aidés [Le Stéphanaise n° 238 et 241], j'ai voulu dire à l'État que notre territoire était aussi un territoire de réparation. Il faut rester à la lutte en pensant que ces actions sont utiles ! »

Néné Camara, animatrice « historique » de l'EDA et figure bien connue des Stéphanaise, a quant à elle rappelé que cet espace de médiation avait été créé pour que les nouveaux arrivants puissent trouver leur place « dans l'histoire et dans la géographie de notre pays ». Dix ans après, c'est en concitoyens que ces anciens « élèves » se sont retrouvés à la salle festive. ■

* Association de soutien aux migrants, aux réfugiés, aux déplacés, aux demandeurs d'asile et aux étrangers en situation irrégulière.

BIODIVERSITÉ

Belle pâture

La plateforme industrielle courrier de Saint-Étienne-du-Rouvray accueille depuis le 17 septembre des moutons d'Ouessant. Une manière écologique de gérer les espaces verts en favorisant la biodiversité.

LE BÉLIER S'APPELLE AMBROISE ET IL EST ACCOMPAGNÉ DE QUATRE BREBIS. Cette avant-garde de moutons d'Ouessant a investi à la mi-septembre 2 000 m² de terrain en herbe sur le site de la plateforme industrielle courrier installée à Saint-Étienne-du-Rouvray avenue Isaac-Newton. En avril prochain, ce sont près de vingt bêtes, moutons et chèvres, qui pourront paître sur les 20 000 m² d'espaces verts du site. « Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'un plan de gestion écologique pour un programme d'éco-pâturage », précise Yoann Colart, le directeur du site. Reconnu comme le plus petit du monde, le mouton d'Ouessant ne présente pas moins des qualités de rusticité et résistance qui lui permettent de s'adapter aux milieux les plus inattendus. « C'est une star de l'éco-pâturage », insiste Damien Hédin, le président de la société dieppoise Ökotop qui œuvre pour la préservation et le développement de la biodiversité dans les espaces naturels mais aussi dans les entreprises et en cœur de ville, parfois au pied des immeubles.

Préserver un patrimoine en déclin

« Avec ce programme d'éco-pâturage, il s'agit

Le bélier et les brebis n'ont pas tardé à trouver leurs marques dans un enclos, aménagé spécialement pour eux.

PHOTO: J.-P.S.

de sauver une race qui n'intéresse plus l'agriculture conventionnelle parce qu'elle donne peu de lait, peu de viande et qu'une brebis n'a qu'un agneau par portée. Notre ambition est de préserver ce patrimoine qui ne cesse de décliner depuis plus d'une centaine d'années. » En somme, ces moutons ne sont pas là que pour faire joli. « Parce qu'ils sont petits et légers, ils ne labourent pas trop les sols. Avec leur laine, ils trimballent aussi

des graines et participent à leur manière à la biodiversité, explique Clément Bienstman, responsable technique chez Ökotop. La présence des moutons va transformer le paysage au fil du temps et aussi le regard des salariés sur leur environnement de travail. » Et la direction du site de la Poste ne compte pas s'en tenir là puisque l'objectif à l'horizon 2019 est d'installer des ruches et de développer des jachères fleuries. ■

TRAVAUX

Le gymnase Ampère en cours de rénovation

Le gymnase André-Ampère est actuellement fermé pour travaux.

Le gymnase, ainsi que les vestiaires, vont être complètement rénovés. Ces travaux, débutés en juillet dernier, devraient durer jusqu'en février 2019. Ces huit mois de chantier sont nécessaires afin de permettre la reprise de la structure, changement des couvertures (gymnase et vestiaires), réfection complète du parquet ; le changement des menuiseries ; la réfection complète des vestiaires ; l'installation d'une VMC et la mise aux normes personnes à mobilité réduite. Le coût total de l'opération est de 969 543,65€ TTC (le projet est subventionné à hauteur de 46 %).

SERVICE PUBLIC

Gares en danger

Le collectif SOS Gares se mobilise auprès des usagers dans les gares de Sotteville-lès-Rouen, Saint-Étienne-du-Rouvray et Oissel-sur-Seine pour défendre le service public ferroviaire.

Dès 2019, les Régions pourront lancer des appels d'offres pour les lignes TER et par conséquent faire appel à des opérateurs privés. Une conséquence directe de la réforme de la SNCF mise en œuvre par le gouvernement depuis juin 2018. Pour Jean-Baptiste Gastinne, vice-président en charge des transports à la Région Normandie, cette ouverture au privé constitue avant tout « une opportunité de réaliser une économie de 25 à 30 % », bien loin des attentes et des exigences du service public (*Le Stéphanois* n° 247). Lucides mais absolument pas résignés, les membres du collectif SOS Gares ont résolu de dénoncer le manque d'entretien et d'investissement

dans les gares de Sotteville-lès-Rouen, Saint-Étienne-du-Rouvray et Oissel-sur-Seine.

Les usagers à l'abandon

Pour commencer, les membres de l'association ont choisi de dresser l'inventaire des manquements voire des risques encourus par les usagers dans chacune de ces gares quotidiennement utilisées, le plus souvent pour des trajets domicile-travail. À Oissel, un guichet menacé de fermeture. À Saint-Étienne-du-Rouvray, des fils électriques dénudés, l'absence totale de téléaffichage ou de sonorisation pour informer les usagers d'un retard, d'une annulation ou d'un passage de train à pleine vitesse. À

Sotteville-lès-Rouen, l'absence d'un arrêt de bus à proximité de la gare et des quais mal entretenus. Et dans toutes ces gares, aucun aménagement dédié aux personnes à mobilité réduite. « Au terme de cette visite de terrain, nous avons pu clairement constater le résultat des choix politiques qui privilégient la rentabilité financière à la rentabilité sociale », explique Hervé Leroy, secrétaire du collectif SOS Gares. Pour l'heure, les membres de l'association vont à la rencontre des usagers pour recueillir leurs impressions et leur faire signer une pétition qui sera prochainement présentée au président de la Région, Hervé Morin ainsi qu'à la direction régionale de la SNCF. ■

PHOTO: I.L.S.

◀ Jeudi 27 septembre, les membres du collectif SOS Gares sont allés à la rencontre des usagers de la ligne Yvetot-Elbeuf. Ils ont recueilli une trentaine de signatures à la gare de Saint-Étienne-du-Rouvray.

Pauvres de leur destin

En France, malgré les déclarations d'Emmanuel Macron, les derniers de cordée n'en finissent pas d'attendre que la générosité des plus riches les atteigne... par ruissellement. Face à cette lacune, à Saint-Étienne-du-Rouvray comme ailleurs, la Ville, les partenaires sociaux et les associations assurent le relais pour éviter la chute aux plus fragiles.

Les visages de la pauvreté en France sont aussi multiples que les parcours de vie. Et aucun ne saurait se résoudre au fait de passer sous le seuil des 1 026 euros par mois, soit 60 % du revenu médian*. Une donnée à partir de laquelle les statisticiens déduisent que 14 % de la population française est pauvre. Dans les faits, ils sont de plus en plus nombreux à ne pas être épargnés par les restrictions et les entraves financières ou administra-

tives qui les empêchent d'accéder au logement, aux soins, à l'éducation ou encore aux loisirs et à la culture. Tandis que la situation des seniors ne s'améliore pas et que le revenu de solidarité active ne profite d'aucune revalorisation, les évolutions qualitatives montrent que la pauvreté est de plus en plus prégnante chez les jeunes adultes de 18 à 24 ans et encore davantage chez les familles monoparentales. Une tendance confirmée à Saint-Étienne-du-Rouvray où une personne sur deux vit avec moins de 1 392 euros par mois (source : Insee FiLoSoFi 2012).

Noémi, 30 ans, élève seule son enfant au Château blanc. Depuis qu'elle s'est retrouvée en arrêt maladie pour soigner un cancer, elle doit boucler son mois avec tout juste 1 000 €. « À la maison, on compte les biscuits et quand il n'y a pas assez de lait pour remplir un bol, on se rabat sur une tasse. Je fais une semaine de courses pour 20 euros. Je repousse les frais de santé au maximum et on met de côté pendant des mois pour les lunettes. » Une réalité contrainte en permanence. « Ça fait mal au cœur de se priver sur tout. Je me sens coupable par rapport à mon petit garçon qui a été obligé de grandir trop vite à force de vivre dans ces conditions. J'ai le sentiment d'être lâchée de tous les côtés. Tout passe dans les factures et ce qui fait le plus mal au moral c'est de dépendre des autres. »

Pour Noémi, le sentiment de pauvreté se confond également avec « l'impression d'être privée de liberté. C'est un sentiment d'injustice ». Un ressenti confirmé par Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités, qui dans un rapport publié en octobre 2018 associe la fracture sociale à « l'incapacité à se projeter dans l'avenir. Avoir la capacité de contrôler son avenir est une notion essentielle pour se sentir en sécurité ». Pourtant Noémi s'accroche, elle y croit et attend avec impatience de reprendre le travail en novembre prochain pour un salaire de 1 260 € par mois. « C'est une bonne nouvelle mais je sais que je vais devoir me confronter à d'autres problèmes. Comment faire garder mon fils ? Je n'ai pas les moyens de me payer une baby-sitter... »

Un sentiment d'injustice

L'entraide existe malgré tout entre les femmes qui se retrouvent seules pour élever leurs enfants. « On se comprend mieux, on a les mêmes problèmes », confirme Noémi. L'isolement constitue souvent un facteur aggravant lorsque la précarité s'installe.

Estelle, 44 ans, est seule elle aussi pour élever son enfant. « J'avais une bonne situation et puis mon fils a commencé à rencontrer des difficultés à l'école maternelle. C'est devenu très vite compliqué. » À la

fin, Estelle s'est retrouvée sans emploi tandis que son fils était déscolarisé. « Deux ans de combat pour poser un diagnostic : mon fils est autiste de haut niveau. Pendant toute cette période, j'ai dû avancer les frais pour les bilans, les psychologues, les psychomotriciens avec un budget de 1 160 € par mois. J'ai épuisé mes réserves en quelques mois et puis j'ai pu toucher quelques aides de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) et de la Caf mais je n'avais pas le droit à la CMU. À peine de quoi garder la tête hors de l'eau. »

Les histoires comme celles de Noémi et Estelle sont nombreuses à Saint-Étienne-du-Rouvray où le taux de pauvreté atteint

42 % chez les familles monoparentales (source : Compas – mai 2016). Consciente de cette réalité et des besoins qui en résultent, la Ville fait en sorte d'apporter une aide adaptée à ces parents isolés ainsi

L'accès aux droits

qu'à l'ensemble de la population en situation de vulnérabilité économique.

« Dans un contexte de restriction budgétaire, le maire Joachim Moysse a confirmé sa volonté de ne pas toucher au budget du CCAS », explique d'emblée Nicole Auvray, conseillère municipale déléguée en charge de l'action sociale et de la solidarité. Concrètement, les travailleurs sociaux de la Ville interviennent dans tous les registres de la précarité. D'abord pour lutter contre le non-recours en faisant en sorte que chacun puisse accéder à ses droits via le bon interlocuteur. « Nous travaillons par exemple en coordination avec le Département pour le fonds solidarité logement (FSL) mais aussi avec la Caf », précise Nicole Auvray. Ensuite, la Ville est susceptible d'instruire et d'octroyer des aides facultatives à la →

→ fois pour la prise en charge de factures liées au logement, eau, électricité, ou encore les assurances ainsi que pour des aides alimentaires sous forme de chèque d'accompagnement personnalisé.

Très attentifs aux personnes isolées, les travailleurs sociaux se chargent aussi de l'accompagnement social et médico-social des bénéficiaires du RSA dans le cadre d'un partenariat avec le Département. « Ce sont des gens cassés, qui connaissent des situations très dures et dont Emmanuel Macron ne semble absolument pas se soucier, relève Nicole Auvray. À Saint-Étienne-du-Rouvray, nous gérons 2 000 dossiers par an en commission sociale, à la fois pour des personnes qui vivent des minima sociaux mais aussi pour des familles de migrants

qui manquent de tout lorsqu'elles arrivent en France. » L'ambition de la Ville est d'accompagner les plus fragiles vers le retour à l'emploi et leur éviter de tomber dans la

Prévenir la chute

spirale de l'endettement. « Nous travaillons sur la prévention en lien avec les bailleurs sociaux et les fournisseurs d'énergie pour gérer les impayés, souligne Nicole Auvray. Je n'oublie pas non plus qu'à nos côtés, les associations locales et des partenaires comme le Secours populaire, le Secours catholique, la Banque alimentaire ou les Restos du cœur nous aident à accompagner au plus près les Stéphanois les plus en difficulté. » ■

* Le revenu médian correspond à la valeur d'un revenu situé à mi-hauteur entre les revenus les plus hauts et les revenus les plus faibles.

« Activer » les pauvres : une fable

Le président Macron mise sur l'« activation » des pauvres pour lutter contre la pauvreté. Mais loin d'avoir fait ses preuves, cette théorie vise surtout à contrôler les dépenses sociales.

Selon un rapport de juin 2018 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), « il faudrait en moyenne cinq générations pour que les enfants de familles pauvres puissent atteindre le niveau du revenu moyen dans leur pays ». Bien qu'elle soit l'une de ses grandes sources d'inspiration (*Le Stéphanois* n° 235), le président Macron ne semble pas avoir entendu l'OCDE sur ce point lorsque, le 15 septembre, un horticulteur au chômage l'interpellait dans les jardins de l'Élysée. En prétendant qu'il suffirait « de traverser la rue » pour

trouver un emploi, non seulement le président confondait l'écart de cinq générations avec une largeur de rue, mais il ajoutait un nouveau chapitre (*Le Stéphanois* n° 251) à la fable qu'il ne cesse de raconter au pays : les pauvres ne le seraient que par leur seul manque d'enthousiasme à travailler. Pour mettre mal à l'aise dans le double contexte d'un chômage de masse et d'une économie hexagonale qui, au seul deuxième trimestre 2018, a distribué 50,9 milliards d'euros (Md€) de dividendes à ses actionnaires (en échange d'aucun travail), cette fable s'appuie sur un seul chiffre : 300 000

emplois (9 % des offres Pôle emploi) ne seraient pas pourvus en France, faute de candidats.

Travailleurs et pauvres

Une étude* de Pôle emploi contredit toutefois ce chiffre : « Les abandons de recrutement faute de candidats représentent 4,7 % de l'ensemble des offres » (l'autre moitié des abandons est du fait de l'employeur lui-même, suite à une perte de marché ou à une difficulté), indique le rapport qui ajoute : « Dans la quasi-totalité des cas (87 %), l'employeur ayant renoncé à son recrutement faute de candidat a bien reçu des candidatures. » Quand on sait que plus de la moitié de ces offres infructueuses concernent des contrats de moins de six mois, la vision macronienne de pauvres « fainéants » ne tient plus guère la route. Et même en traversant la rue, ils ne seraient que 0,1 % à décrocher un job... précaire. Malgré tout, cette fable de l'activation des pauvres (comprenez : les mettre au travail) comme remède à la pauvreté continue d'être

Un peu d
lui fera du

racontée *ad nauseam*. Une fiction d'autant moins crédible qu'un seuil de pauvreté à 1 026 € par mois, soit 162 € net de moins que le Smic, démontre clairement que le travail n'est peut-être pas un rempart absolu contre la pauvreté. Pour n'être pas négligeables, ces 162 € ne permettent pas toujours de traverser la rue qui sépare le pauvre « non-activé » du pauvre « activé »... Sans compter que les partisans de cette activation du pauvre semblent avoir oublié qu'il existe aussi des travailleurs pauvres. « C'est vrai que la notion de travailleur pauvre a disparu des études statistiques, reconnaît Jonathan Brendler, chef de projet à l'Insee de Rouen, mais le travail reste le seul moyen de sortir de la pauvreté, beaucoup d'études le montrent. »

Variable d'ajustement budgétaire

Cette fable ne resterait toutefois qu'une bien mauvaise histoire si elle ne visait pas, mais cette fois sans déclarations fracassantes, à étatiser la protection sociale : « La stratégie visant à "activer" les pauvres et les chômeurs a porté ses fruits dans la mise sous

contrôle des dépenses sociales qui était l'un des objectifs, mais souvent plus implicite, des stratégies d'activation », note la Revue des politiques sociales et familiales**.

En annonçant la fusion de plusieurs minima sociaux en 2020 au sein d'un revenu universel d'activité, le président Macron poursuit en effet cette stratégie, explique François Soulage (lire interview ci-contre) : « *Le risque est qu'à terme ce revenu universel d'activité devienne une variable d'ajustement. Nous allons plaider pour éviter cette dérive.* »

Derrière les 8 Md€ sur quatre ans du plan pauvreté se cache donc une nouvelle attaque contre la sécurité sociale. Et « en même temps », les 358 198 redevables de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), désormais « libéré » de cet impôt, cumulent un « patrimoine net taxable » de 1 029 Md€... Le « pognon de dingue » n'est, tout bien réfléchi, pas du côté de la rue où habitent les pauvres. ■

* Éclairages et synthèses #40, décembre 2017.
** Jean-Claude Barbier, 2011.

INTERVIEW

« Il faut un RSA à 750 € »

François Soulage est le président du collectif Alerte qui regroupe trente-sept fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, parmi lesquelles le Secours catholique, Emmaüs France, la Fondation Abbé Pierre, France Terre d'Asile, la Cimade, etc.

Ces 8 milliards d'euros (Md€) sur quatre ans du plan pauvreté d'où viennent-ils ?

Ces 8 Md€ ne compensent en effet pas ce que l'État a pris aux plus pauvres avec la diminution des APL, la baisse drastique des contrats aidés, la fragilisation des bailleurs sociaux, l'augmentation de la CSG et les annonces sur la non-indexation de certains minima sociaux alors que l'inflation accélère. De plus, l'État n'a pas pu mettre dans ce plan les 15 Md€ qu'il a perdus en supprimant l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Mais il ne faut pas cracher dans la soupe, ces 8 Md€ sont bel et bien de l'argent en plus pour lutter contre la pauvreté.

Suffit-il de retrouver un emploi pour sortir de la pauvreté ?

L'idée du gouvernement, c'est que tout le monde puisse accéder à l'emploi, ce qui est une bonne idée, mais tout le monde ne peut pas y accéder tout de suite. Il faut un accompagnement pour lever les freins matériels et psychologiques. Et pour lever ces freins, les gens ne peuvent pas entrer dans une logique d'accompagnement avec le seul RSA. C'est insuffisant. Ou alors, il faudrait l'augmenter à 750 € mensuels pour une personne seule. On sait qu'il faut faire cela si on veut réussir. Mais le problème, c'est que Bercy [le ministre de l'Économie et des Finances, NDLR] ne veut pas l'entendre.

Élu·e·s communistes et républicains

Le Premier ministre s'autoproclamait il y a quelques jours défenseur d'un système de retraites plus juste, sur une émission du service public. Il y a les paroles, mais les retraités attendent les actes !

La retraite est un dû cotisé. La considérer comme une « prestation sociale » n'est pas une fatalité mais un choix politique. C'est ce choix que fait le gouvernement Philippe... Que les retraités se contentent des miettes, tant que les riches pourront partager le pain !

Ils suppriment la demi-part fiscale des veuves, et « en même temps » suppriment l'impôt sur la fortune ; ils gèlent les pensions, et « en même temps » baissent les cotisations patronales maladie de 6 points en 2019 ; ils pénalisent les retraités en augmentant la CSG, et « en même temps » suppriment l'exit tax, dispositif destiné à lutter contre la fraude fiscale.

Ce détricotage au profit des premiers de cordée est insupportable. Contre cette politique de riches qui méprise le bien vieillir pour toutes et tous, nous nous rassemblerons aux côtés des retraités le 18 octobre, à Rouen.

TRIBUNE DE Joachim Moyses, Francine Goyer, Pascal Le Cousin, Jérôme Gosselin, Murielle Renaux, Michel Rodriguez, Fabienne Burel, Najja Atif, Carolanne Langlois, Marie-Agnès Lallier, Francis Schilliger, Nicole Auvray, Daniel Vezie, Hubert Wulfranc, Didier Quint, Jocelyn Cheron, Florence Boucard, Gilles Chuette.

Élu·e·s Droits de cité mouvement Ensemble

Avec sa réforme des retraites, Macron veut détruire les droits des femmes et des hommes, salariés du régime par répartition.

Le système par point, c'est la baisse des pensions. Aucune garantie sur le montant que vous toucherez. La valeur du point variera selon les décisions budgétaires d'une année sur l'autre. C'est l'individualisation des droits, la fin de la solidarité entre actifs et retraités, la destruction des garanties collectives. Chaque salarié sera face à une évaluation individualisée de son parcours. Un système dont les femmes seront les premières victimes avec la fin des pensions de réversion.

C'est la fin de l'âge légal du départ à la retraite et des droits qui y sont liés. Ce sera uniquement en fonction du nombre de points que vous aurez que vous pourrez partir. C'est la privatisation et un marché ouvert aux assurances privées pour ceux qui pourront se le permettre !

Tournons-nous vers nos collègues, femmes, hommes, amis, concitoyens pour les informer des dangers de cette réforme. Regroupons-nous pour rejeter cette réforme ! Il n'y a aucune concertation valable. On ne peut pas attendre les prochaines élections. Organisons-nous pour réaliser l'unité qui bloquera Macron !

TRIBUNE DE Michelle Ernis, Pascal Langlois.

Élu·e·s socialistes écologistes pour le rassemblement

Prendre soin de nos aînés, c'est la moindre des humanités. Bien vieillir est aussi une question d'égalité. Les conditions de travail des personnels des maisons de retraite ne sont plus tenables. Stress, fatigue, burn-out, tout cela a des conséquences lourdes. Les conditions de vie des résidents se dégradent. Sentiment de maltraitance, d'indignité, d'isolement, l'impact se répercute sur eux, rendus vulnérables par la perte d'autonomie ou la maladie. À force d'économiser sur le dos des personnes âgées et de trop laisser au privé la gestion des solidarités essentielles, la société française tourne le dos à la bienveillance. Tout cela va s'accélérer face au vieillissement de la population.

Sauf si des dispositions courageuses et immédiates sont prises ! Nous militons pour la création d'un grand service public de la dépendance, en mettant autour de la table l'ensemble des acteurs du 3e et 4e âges. En arrêtant les baisses d'impôts aux ménages les plus riches et les cadeaux fiscaux aux entreprises sans contreparties, nous pourrions attribuer les moyens à une politique généreuse, humaine et aussi efficace pour l'emploi par le recrutement de milliers d'accompagnants auprès de nos seniors.

TRIBUNE DE David Fontaine, Danièle Auzou, Patrick Morisse, Léa Pawelski, Catherine Olivier, Daniel Launay, Philippe Schapman, Samia Lage, Pascale Hubart, Réjane Grard Colombel, Antoine Scicluna, Thérèse-Marie Ramaroson, Gabriel Moba M'builu.

Élu·e·s vraiment à gauche, soutenu·e·s par le NPA

Depuis trente ans, les gouvernements successifs de droite et socialistes, tous au service des capitalistes, ont eu recours à des contre-réformes qui ont eu pour conséquences la baisse des salaires, des retraites et des minima sociaux pendant que les dividendes versés aux actionnaires étaient multipliés par cinq. Le gouvernement Macron-Philippe prépare un nouveau budget avec une austérité accrue au détriment des seules classes populaires : baisse des cotisations sociales, attaques contre les retraités avec le décrochage des pensions par rapport à l'inflation, diminution des indemnités de chômage, suppression de dizaines de milliers d'emplois dans la fonction publique et laissez-faire face aux licenciements massifs dans les entreprises, dont la plupart sont bénéficiaires. Il est urgent de revendiquer haut et fort dans la rue l'arrêt des « réformes » régressives visant à casser les droits collectifs, les mécanismes de solidarité et d'exiger l'arrêt de la répression contre celles et ceux qui luttent. Les grèves et manifestations du 9 octobre ont été une première occasion pour cela. Mais c'est un vrai « toutes et tous ensemble » qui dure dans le temps qui fera reculer ce gouvernement.

TRIBUNE DE Philippe Brière, Noura Hamiche.

Travaux d'assainissement du 8 octobre au 28 février

Une canalisation principale d'assainissement doit être renouvelée dans les rues Valette, de la République, Sevestre et Paul-Éluard. Cette opération, menée par la Métropole Rouen Normandie, a été confiée à la société SOGEA TP qui réalisera le renouvellement des canalisations entre le 8 octobre 2018 et le 28 février 2019. Les travaux se dérouleront rues Paul-Éluard et Sevestre du 8 octobre au 23 novembre. Viendra ensuite le tour des rues de la République et Valette du 26 novembre au 28 janvier. Les interventions seront suspendues du 14 décembre au 7 janvier.

Pour des raisons de sécurité, les conditions de circulation seront réglementées par arrêté municipal. Toutes les dispositions ont été prises avec l'entreprise pour que l'accès aux propriétés riveraines soit maintenu dans les limites compatibles avec les nécessités et le bon déroulement du chantier. Les commerces seront accessibles pendant toute la durée des travaux. Informations complémentaires auprès de Michel Masson, chargé d'opérations à la direction de l'Assainissement, de la Métropole, au 02 35 14 29 16.

10 ANS DU PROJET DE VILLE

Une enquête par téléphone

Dans le cadre des dix ans du projet de ville, la municipalité de Saint-Étienne-du-Rouvray a mandaté la société « Enquête et opinions » afin qu'elle réalise une enquête par téléphone auprès des habitants. Cette enquête, qui a débuté lundi 1^{er} octobre, permettra de recueillir l'avis des Stéphanois sur les évolutions du territoire.

ESPACE DE REMISE EN FORME

Il reste des places dans quelques cours

Quelques places sont disponibles dans les cours dispensés à l'espace remise en forme : renfo-CAF (cuisses-abdos-fessiers) mercredi de 12 h 15 à 13 heures ; renfo-stretch vendredi de 17 h 30 à 18 h 15 ; renfo-sculpt de mardi de 17 h 30 à 18 h 15 ; relaxation stretching vendredi de 15 heures à 15 h 45 ; cardio-training jeudi de 12 h 15 à 13 heures ; cardio dynamique vendredi de 18 h 15 à 19 heures ; gymnastique entretien lundi de 15 h 30 à 16 h 15 ; gymnastique dynamique (centre socioculturel Jean-Prévost) mardi de 15 h 45 à 16 h 30 ; atelier multisport pour les 4/5 ans (centre socioculturel Georges-Déziré) mercredi de 16 h 15 à 17 heures.

Par ailleurs, un cours de cardio-training vient de s'ouvrir le samedi de 9 heures à 9 h 45. La salle de remise en forme est dorénavant ouverte le samedi de 10h à 11 h 45.

RENSEIGNEMENTS Piscine Marcel-Porzou, au 02 35 66 64 91

VACANCES

HORAIRES MODIFIÉS

• **Piscine Marcel-Porzou** : lundi de 9 heures à 11 h 45 et de 15 à 20 heures, mardi de 9 heures à 13 h 15 et de 15 à 20 heures, mercredi de 9 heures à 11 h 45 et de 17 à 20 heures, jeudi de 9 heures à 13 h 15 et de 15 à 20 heures, vendredi de 9 heures à 11 h 45 et de 15 à 20 heures, samedi de 9 heures à 11 h 45 et de 14 heures à 16 h 45, dimanche de 9 heures à 12 h 45.

• **Bibliothèque Elsa-Triolet** : mardi de 15 à 19 heures, mercredi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30, vendredi de 15 heures à 17 h 30, samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 à 17 heures.

• **Bibliothèque de l'espace Georges-Déziré** : mardi de 14 à 17 heures, jeudi de 14 à 17 heures. Fermée le 1^{er} novembre.

• **Bibliothèque Louis-Aragon** : mercredi de 14 heures à 17 h 30, jeudi de 15 à 19 heures. Fermée le 1^{er} novembre.

• **Ludothèque** : mardi de 9 h 45 à 12 h 30, mercredi de 9 h 45 à 12 h 30 et de 13 h 45 à 17 h 30, vendredi de 13 h 45 à 17 h 30, samedi 27 octobre de 9 h 45 à 12 h 30 et de 13 h 45 à 17 h 30. Fermée samedi 3 novembre. Reprises des horaires habituels mardi 6 novembre.

JOUR FÉRIÉ

COLLECTE DES DÉCHETS REPORTÉE

Jeudi 1^{er} novembre étant férié, la collecte des déchets est décalée d'une journée. Celle des ordures ménagères aura lieu vendredi 2 et celle des déchets végétaux samedi 3 novembre.

DISTRIBUTION ANNUELLE

SACS DE COLLECTE

La distribution annuelle des sacs de collecte par la Métropole a lieu jeudi 11, vendredi 12 et lundi 15 octobre de 14 à 19 heures place de la Fraternité ; mardi 16 octobre de 14 à 19 heures place de l'Église ; mercredi 17 octobre de 9 à 19 heures place de l'Église ; jeudi 18 et vendredi 19 octobre de 14 à 19 heures rue de Stalingrad.

HIVER

CHANGEMENT D'HEURE

Le passage à l'heure d'hiver se déroulera dans la nuit du samedi 27 au dimanche 28 octobre. À 3 heures du matin, il sera 2 heures.

Agenda

CITOYENNETÉ

JEUDI 18 OCTOBRE

Conseil municipal

Le conseil municipal se réunit à 18 h 30 salle des séances. La réunion est ouverte à tous.

DIMANCHE 11 NOVEMBRE

Commémoration

Commémoration de l'armistice de la Première Guerre mondiale.

► 10 h 15 : rassemblement au cimetière du Madrillet, 10 h 30 : rassemblement au cimetière centre, 11 heures : rassemblement devant le monument aux morts, place de la Libération ; vin d'honneur, salle des séances de l'hôtel de ville.

SANTÉ

LUNDI 15 OCTOBRE

Don du sang

L'Établissement français du sang organise une collecte de sang au centre hospitalier du Rouvray.

► De 12 h 15 à 16 heures, salle de réunion de l'Amicale du personnel hospitalier du Rouvray.

JEUDI 8 NOVEMBRE

Vaccinations gratuites

Le Département organise des séances de vaccinations gratuites pour les adultes et les enfants de plus de 6 ans, de 16 h 45 à 18 h 15, au centre médico-social Croizat, 41 rue Ambroise-Croizat.

► Renseignements au 02 76 51 62 61

SPORT

SAMEDI 20 OCTOBRE

Tournoi international U11

Le Football-club de Saint-Étienne-du-Rouvray organise son tournoi U11 international de la Toussaint. Des jeunes footballeurs, âgés de 10 à 12 ans et issus des clubs du PSG, FC Nantes, VAFC, HAC, Amiens SC, Paris FC, Torcy, d'Ukraine se retrouveront au parc omnisports Youri-Gagarine. Trente-deux équipes seront en lice.

► De 9 à 17 heures, parc omnisports Youri-Gagarine.

DU 26 AU 31 OCTOBRE

Festival des arts martiaux chinois

Lire p. 2

SENIORS

MERCREDI 31 OCTOBRE

Danses de salon

Atelier organisé par des bénévoles. Résidence autonomie Ambroise-Croizat, à partir de 14 heures.

LUNDI 5 NOVEMBRE

Sortie cinéma

Le service vie sociale des seniors propose une sortie au cinéma Le Mercure à Elbeuf pour *La ch'tite famille*, un film de et avec Dany Boon et Laurence Arné. Durée : 1 h 25. À 14 h 15.

► Inscription lundi 29 octobre uniquement par téléphone au 02 32 95 93 58 à partir de 10 heures, dans la limite des places disponibles. Prix de la place : 2,50 € transport compris.

VIE QUOTIDIENNE

MERCREDI 17 OCTOBRE

Éco-citoyen au quotidien

Dans le cadre des Rendez-vous de l'info, atelier « Éco-citoyen au quotidien ». Au programme : fabriquer des sacs réutilisables, avec l'association Café couture.

► De 9 à 11 heures, salle d'animations partagée de la bibliothèque Louis-Aragon. Sans inscription. Renseignements auprès de la division du développement social, 06 83 03 01 50.

MERCREDI 7 NOVEMBRE

Atelier de fabrication de cosmétiques naturels

Dans le cadre des Rendez-vous de l'info, atelier de fabrication de cosmétiques naturels, avec Cécile Lengignon, socio-esthéticienne.

► De 9 à 11 heures, salle d'animations partagée de la bibliothèque Louis-Aragon. Sans inscription. Renseignements auprès de la division du développement social, 06 83 03 01 50.

ANIMATIONS

MERCREDI 31 OCTOBRE

Fête du sud

Lire p. 3

MARDI 6 NOVEMBRE

Concours de belote

En partenariat avec l'Association du centre social de La Houssière.

► À 18 heures, salle d'animations partagée de la bibliothèque Louis-Aragon. Inscriptions et renseignements au 02 32 91 02 33.

Exposition

LES BIJOUX D'ELSA TRIOLET - CRÉATIONS HAUTE COUTURE

du 13 octobre au 16 décembre

Lire aussi p. 18-19.

DIMANCHE 14 OCTOBRE

ET DIMANCHE 28 OCTOBRE

Visites guidées de l'exposition

JUSQU'AU 15 DÉCEMBRE

Exposition | La mode

► Centre socioculturel Jean-Prévost jusqu'au 2 novembre et bibliothèque Elsa-Triolet du 7 novembre au 15 décembre.

DU 17 OCTOBRE AU 30 NOVEMBRE

Exposition | Elsa Triolet (1896-1970) – Les mots et les bijoux

► Bibliothèque Elsa-Triolet du 17 octobre au 3 novembre et centre socioculturel Jean-Prévost du 6 au 30 novembre.

SAMEDI 20 OCTOBRE

Conférence | « Elsa Triolet – l'art et la matière »

SAMEDI 20 OCTOBRE

Atelier | À la façon d'Elsa : atelier créatif de bijoux

DIMANCHE 21 OCTOBRE

Marché aux bijoux

MERCREDI 7 NOVEMBRE

Lecture | Elsa et Louis – compagnie Théâtre musical Coulisses

► Le programme détaillé a été distribué avec ce Stéphanois. Le programme est également à retrouver sur saintetiennerouvray.fr

CULTURE

EXPOSITIONS

JUSQU'AU 19 OCTOBRE

Patchoulivres

Exposition sur les livres des auteurs normands « Et si la littérature normande se racontait... ». Mercredi 17 octobre : animation livres polar à partir de 18 heures, moments partagés avec les auteurs : Gilles Delabie et Patrick Morel dans le cadre de l'exposition.

► Centre socioculturel Georges-Brassens. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 17 33.

JUSQU'AU 16 NOVEMBRE

Invisibles Inconscients

La photographe Sigrid Daune expose ses œuvres à l'Insa. C'est au travers d'effets de mouvements, de corps éthérés de visages déformés, de créatures étranges, parfois inquiétantes, d'autres fois en de simples postures, mais dédoublés en êtres schizophréniques, que l'écriture d'un monde profond et obscur de rêves, de désirs non formulés et de chimères se déploie.

► Galerie du Temps de [Poz], 1er étage du bâtiment Magellan, Insa, avenue de l'Université.

DU 7 NOVEMBRE AU 21 DÉCEMBRE

Hommage à Rosa Parks

En refusant, en 1955, de céder sa place à un passager blanc dans un autobus, Rosa Parks va devenir une figure emblématique de la lutte contre la ségrégation raciale aux États-Unis, et combattra aux côtés de Martin Luther King. C'est à partir de ce geste courageux de cette vie consacrée à la dignité de l'être humain que les artistes de l'Union des arts plastiques vont œuvrer.

► Vernissage vendredi 9 novembre à 18 heures. Espace Georges-Déziré. Entrée libre. Renseignements auprès du centre socioculturel Georges-Déziré au 02 35 02 76 90.

ANIMATION

VENDREDI 19 OCTOBRE

Soirée médiévale

Oyé oyé gentes dames et nobles damoiseaux ! Déguisés ou pas, chevaliers ou responsables du destin familial ou encore chercheurs d'indices dans « Mystère à l'abbaye », les joueurs vivront de glorieux moments. Places limitées sur réservation pour joueurs de 12 ans et plus.

► 19 h 30, bibliothèque Elsa-Triolet. Entrée gratuite. Renseignements et réservations obligatoires dans les bibliothèques ou au 02 32 95 83 68.

CHANSON

LUNDI 15 OCTOBRE

Asaf Avidan

Le songwriter israélien à la voix si singulière et au folk-rock ciselé envoûtera en solo la scène du Rive Gauche avec les titres de son dernier album, *The Study on falling*.

► 20 h 30, Le Rive Gauche. Billetterie : 02 32 91 94 94.

CONTE HUMOUR

JEUDI 18 OCTOBRE

Fred Pellerin

Tant d'éclats de rire à venir... Les histoires savoureuses du Québécois Fred Pellerin sont celles de

son village natal : Saint-Élie-de-Caxton. Anecdotes, rumeurs, potins hilarants passent à la moulinette magique de cet expert dans l'art de triturer la langue, que le public aura grand plaisir à retrouver au Rive Gauche.

► 20 h 30, Le Rive Gauche. Billetterie : 02 32 91 94 94.

THÉÂTRE D'OBJETS FILMÉ EN DIRECT

JEUDI 8 ET VENDREDI 9 NOVEMBRE

La Grande Guerre – Hotel Modern

Une immersion unique, visuelle et émotionnelle dans la Grande Guerre. Mêlant marionnettes, musiques, arts plastiques, film d'animation et performance, les Néerlandais d'Hotel Modern installent sur scène un plateau de tournage miniature, et c'est toute l'horreur du conflit de 14-18 qui apparaît.

► 20 h 30, Le Rive Gauche. Billetterie : 02 32 91 94 94.

LIVRES, MUSIQUES, FILMS

SAMEDI 10 NOVEMBRE

SameDiscute

Le rendez-vous des bibliothécaires et des lecteurs pour partager livres, musiques et films. Un moment convivial où chacun vient avec ses coups de cœur et ses envies de découverte.

► 10 h 30, bibliothèque Elsa-Triolet. Entrée gratuite. Renseignements dans les bibliothèques ou au 02 32 95 83 68.

Les personnes à mobilité réduite peuvent se rendre aux manifestations grâce au Mobilo'bus, moyen de transport leur étant réservé. Renseignez-vous au 02 32 95 83 94.

État civil

MARIAGES

Dany Mazet et Virginie Dhermand, Mohamed Benyettou et Yasmina Gardha, Abdellah Talbaoui et Amina Labhih, Mathieu Vilela et Marion Martin Barrero, Anthony Boissout et Maryline Hauguel.

NAISSANCES

Soumaya Ahroud, Nolan Beuriot, Maymouna Dia, Mina El Ghazouani, Mohamed-Ali Djoudi, Mohamed Largou, Jehanne Marest, Siyabou Ndiaye, Théo Swaenepoel.

DÉCÈS

Fabrice Giuliani, Maria Pina, Suzanne Goujard, Henri Taccoen, Marie Vassal, Jacqueline Morlet, Jean Girard, Henri Karwa, Yahia Tizaoui, Denise Delestre, Ammar Ammar, Jean-Claude Loisel, Arlette Jouannet divorcée Vidal.

ELSA TRIOLET : ÉPISODE 2

Des livres et des bijoux

Le 3 décembre 1981, le directeur de *L'Humanité*, Roland Leroy, et le secrétaire de Louis Aragon, le poète Jean Ristat, remettaient aux Stéphanois les bijoux créés par Elsa Triolet.

Pour ce qu'en disait Alain Gillot-Pétre à la fin du journal de 20 heures d'Antenne 2 présenté par Christine Ockrent, le temps de ce jeudi 3 décembre 1981 avait été pluvieux, parfois égayé de timides éclaircies. L'ancien député Roland Leroy, avait roulé depuis la capitale, accompagné de Jean Ristat, alors secrétaire d'un Louis Aragon resté à Paris pour raison de santé. Dans l'auto, une valise en bois recouvert de toile de coton enduite. Leur destination : Saint-Étienne-du-Rouvray.

« Nous les attendions à l'hôtel de ville, se souvient Georgette Gosselin. Il y avait Raymonde Lefebvre, son conseil d'administration, le maire Michel Grandpierre, moi-même, première adjointe, et d'autres élus municipaux. » L'objet de cette attente était cette valise légère qui avait été l'outil de travail d'Aragon entre 1929 et 1932. Dans la valise : deux carnets, un agenda de 1931, un coffret, un croquis aquarellé, un petit meuble de fournitures, six plateaux cou-

◀ Raymonde Lefebvre (au centre) devant l'un des sept locaux qu'occupera « sa » bibliothèque Elsa-triolet au Madrillet entre 1949 et 1987. « C'était une femme de caractère, se souvient Georgette Gosselin, et si elle pouvait parfois se montrer autoritaire, elle était d'une grande générosité, toujours dans l'action, débordante d'énergie. »

Les coulisses de l'info

Du 13 octobre au 16 décembre, la Ville consacrera une exposition aux bijoux d'Elsa Triolet au Rive Gauche. Une première depuis la restauration de cette collection en 2013. Pour accompagner cette présentation, *Le Stéphanois* décline, au fil de ses numéros, l'histoire de ces bijoux et de leur créatrice.

Louis Aragon et Raymonde Lefebvre, en août 1970, lors de la première visite de l'écrivain à Saint-Étienne-du-Rouvray, quelques semaines après la mort d'Elsa Triolet. Sur le livre d'or de la Ville, le poète écrira : « À mes amis de Saint-Étienne-du-Rouvray, et tout particulièrement à Mme Lefebvre qui fonda et développa la bibliothèque Elsa Triolet, ma première visite dans un monde pour moi désert, et où je ne resterai pas très longtemps. Bien fraternellement. Aragon. »

verts de feutrine et 56 prototypes de bijoux créés par Elsa Triolet. Autant de vestiges fragiles d'une époque à la fois sombre et faite « de neige et de rêve ».

Raymonde Lefebvre...

Sombre, car après le krach boursier de New York, le monde s'était enfoncé dans la crise économique. La peste brune du fascisme et du nazisme contaminait l'Europe. « De neige et de rêve », comme l'écrivait un journaliste à leur propos, parce que le couple survivait grâce aux bijoux qu'Elsa créait pour la haute couture. Ces bijoux, on les dirait aujourd'hui « de fantaisie » car ils ne sont faits d'aucune matière coûteuse. Mais n'allons pas trop vite, nous les découvrirons au troisième et dernier épisode de ce feuilleton (*Le Stéphanois* n° 254). Et revenons à cette journée pluvieuse de 1981. « *Il y a un personnage clé dans cette histoire et c'est de lui – ou d'elle ! – dont il faut parler*, explique Georgette Gosselin. *Il s'agit de Raymonde Lefebvre. Sans son travail en*

faveur de la lecture publique, les Stéphanois n'auraient peut-être pas hérité des 56 bijoux aujourd'hui exposés au Rive Gauche. »

En ce jour pluvieux de 1981, donc, les élus, Raymonde Lefebvre et le conseil d'administration de sa bibliothèque associative attendaient Jean Ristat et Roland Leroy. Et une valise en bois et toile de coton.

« *Pendant vingt ans, cette militante a correspondu avec Elsa Triolet*, poursuit Georgette Gosselin. *Les deux femmes s'étaient liées d'amitié en juin 1949 à Marseille, où Raymonde Lefebvre avait été proposée comme déléguée au congrès de l'Union des femmes françaises, l'UFF.* »

... Et la bataille du livre

En juin 1949, à Marseille, Elsa Triolet était montée à la tribune pour appeler à la « bataille du livre ». Une bataille pour la lecture publique et pour la création de bibliothèques dans les quartiers et les usines. « *C'était un mouvement engagé par le Parti communiste*, explique l'historienne

Nathalie Ponsard, *il comportait un volet politique qui consistait à contrecarrer ce que les communistes appelaient alors "l'invasion" de la culture de masse américaine.* » De retour à Saint-Étienne-du-Rouvray, Raymonde Lefebvre crée ce qui deviendra la première bibliothèque Elsa-Triolet de France. « *Mais pour Raymonde Lefebvre, précise l'historienne, la bibliothèque participait aussi clairement d'un mouvement plus large qui est celui de l'éducation populaire.* » C'était donc à cette dame stéphanoise que Jean Ristat et Roland Leroy allaient remettre la valise d'Aragon et son contenu. Mais à travers Raymonde Lefebvre, c'était aussi aux Stéphanois qu'ils confiaient la mission d'en devenir les gardiens... Car lorsque claqueraient les portières de l'auto venue de Paris, ce 3 décembre 1981, « les bijoux d'Elsa » deviendraient l'un des symboles de l'engagement de Saint-Étienne-du-Rouvray en faveur de la culture pour tous. ■

« Il peint comme le vent fait se plier les arbres »

PHOTO: J.L.

Son œuvre dégage une énergie que le poids des ans n'a pas émoussée. À 85 ans, l'artiste, ancien instituteur stéphanois et fondateur de l'UAP*, poursuit son travail voué au mouvement.

Pour la rétrospective de son œuvre en 2004, son ami le peintre François Féret décrivait l'artiste au travail : « *Il allait très très vite, il peint comme le vent fait se plier les arbres, son geste est sûr, ample, impétueux.* » Près d'une décennie et demie plus tard, l'œuvre de Gérard Gosselin garde tout de sa capacité à faire surgir le mouvement. Comme dans une symphonie de Beethoven, de Berlioz ou de Stravinsky, compositeurs dont le peintre

aime s'inspirer.

Il suffit de se retrouver une fois seulement devant une toile de Gérard Gosselin pour le ressentir. Le mouvement s'impose, jaillissant des formes, retentissant d'une énergie qu'on serait tenté de dire cosmique, tant elle semble infinie. Un mouvement parfois si vivace que le peintre doit le « bloquer », collant sur la toile déchirures de carton ondulé et tissus imprimés. Et ce n'est peut-être pas un hasard si ces matériaux de la fragilité et de la pudeur,

volontiers féminins, sont les seuls à pouvoir contenir la folle vitesse qui traverse l'artiste.

À l'assaut de l'ombre qui guette

Or, bien que chaque œuvre ait été créée au terme d'une longue maturation (« *Je me plonge dans la peinture, dit-il, et je recommence jusqu'à ce que le geste soit maîtrisé, c'est comme un corps à corps* »), le secret du peintre reste impossible à saisir. « *Il allait plus vite que la vitesse de mon appareil photo* », ajoute François Féret, visiblement frappé par ce paradoxe que le peintre stéphanois explore depuis près de soixante-dix ans : comment une image fixe peut-elle dire ce qui nous remue ?

Car le vent qui anime l'œuvre de Gérard Gosselin, si puissant qu'il fait plier les arbres, est de ceux qui traversent l'histoire, bousculent et renversent l'ordre injuste. Le comité international de solidarité artistique avec le Chili ne s'y est pas trompé quand, en 1972, alors que le pays sud-américain est en pleine expérience révolutionnaire menée par Salvador Allende, il demande à Gérard Gosselin de coopérer « *à la formation d'une collection de chefs-d'œuvre du XX^e siècle destinée à permettre la participation du pays au développement du patrimoine artistique international* ». Gérard Gosselin peindra *La Fin de l'hiver*, une toile conservée au musée national de Santiago. L'hiver n'était toutefois pas fini. Un an plus tard, l'espoir chilien était fauché par la CIA, Allende contraint au suicide. Mais ces vents mauvais, Gérard Gosselin ne les ignore pas. Chaque toile sonne comme une trompette à l'assaut de l'ombre qui guette. Une ombre que Gérard Gosselin évoque pour la repousser aussitôt, à l'image d'une enfance dans la Manche dont, comme l'auteur de *Don Quichotte*, il ne veut pas se souvenir. ■

* Le comité stéphanois de l'Union des arts plastiques a été fondé par Gérard Gosselin et Amaury Dubos en 1963. Gérard Gosselin en a été président pendant quarante ans.